

## PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction Régionale et Interdépartementale  
de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France

Unité Territoriale de Seine-et-Marne

**Arrêté préfectoral n° 2016/DRIEE/UT77/014**  
**de mise en demeure à l'encontre de la Société VALOMETAL**  
pour son établissement situé rue d'Armentières sur la  
commune de Trilport (77470)

**Le Préfet de Seine-et-Marne,  
Officier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

**Vu** le Code de l'Environnement, Livres I<sup>er</sup> et V, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L. 172-1, L.511-1, L. 514-5 ;

**Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 31 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Jean-Luc MARX, Préfet de Seine-et-Marne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°14/PCAD/129 du 1<sup>er</sup> septembre 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Alain VALLET, Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France ;

**Vu** l'arrêté 2015 DRIEE IdF 153 du 1<sup>er</sup> septembre 2015 portant subdélégation de signature ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2013 DCSE IC 118 du 18 novembre 2013 actualisant les prescriptions imposées aux Établissements L. MARCHETTO pour l'exploitation d'une installation de récupération et de tri de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques et de stockage et de dépollution de véhicules hors d'usage sur la commune de Trilport ;

**Vu** le courrier préfectoral, daté du 10 décembre 2014, prenant acte de la reprise des activités exercées par les Établissements L. MARCHETTO sur le site, rue d'Armentières sur la commune de Trilport par la société VALOMETAL ;

**Vu** le rapport du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France 15 janvier 2016 consécutif au contrôle inopiné des rejets aqueux effectué le 6 octobre 2015 dans l'établissement exploité par la société VALOMETAL située rue d'Armentières sur le territoire de la commune de Trilport (77470) ;

**Vu** le courrier E/16-0111 du 15 janvier 2016 de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France transmettant à la Société VALOMETAL le rapport susvisé ;

**Vu** le courrier E/16-123 du 15 janvier 2016 de Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne informant la Société VALOMETAL de la décision de mise en demeure susceptible d'être prise à son encontre et lui laissant un délai de 7 jours pour faire part de ses observations ;

**Vu** la réponse de la société VALOMETAL au courrier préfectoral susmentionné, transmis par courriel du 21 janvier 2016 ;

**Considérant** que la société VALOMETAL a repris, à compter du 14 novembre 2014, les activités des Établissements L. MARCHETTO Rue d'Armentières à Trilport (77470) ;

**Considérant** que l'établissement exploité par la société VALOMETAL sur le territoire de la commune de Trilport est un établissement comportant des installations classées pour la protection de l'environnement, soumis au régime de l'autorisation, dont les risques et nuisances sont réglementés par l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2013 susvisé ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 6 octobre 2015, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'alarme du séparateur d'hydrocarbure signalait la saturation de ce dernier et de la présence d'irisation en surface de l'eau retenue dans le bassin de rétention situé en amont du séparateur d'hydrocarbures,

**Considérant** que suite au constat susvisé, la société VALOMETAL n'a pas justifié, notamment par son courrier du 16 décembre 2015, de l'entretien de ses installations de pré-traitement des eaux pluviales en procédant à l'enlèvement des boues et des hydrocarbures ;

**Considérant** la conclusion du rapport du laboratoire CERECO du 23 octobre 2015, dans le cadre de la réalisation le 06 octobre 2015, du contrôle inopiné du rejet des eaux pluviales du site de la société VALOMETAL à Trilport, démontrant la présence de concentrations des paramètres : d'hydrocarbures totaux, de DCO, de DBO5 et de MES supérieures aux seuils autorisés à l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013 DCSE IC 118 du 18 novembre 2013

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral n° 2013 DCSE IC 118 du 18 novembre 2013 autorisant les activités sur le site de Trilport ;

**Considérant** que face à ce manquement, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure la société VALOMETAL de respecter les prescriptions de l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral n° 2013 DCSE IC 118 du 18 novembre 2013 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France,

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La Société VALOMETAL, qui exerce des activités de récupération et de tri de déchets de métaux et d'alliage de résidus métalliques et un centre de traitement de Véhicules Hors d'Usage (VHU) Rue d'Armentières sur la commune de Trilport (77470), est mise en demeure de respecter, dans un délai n'excédant pas 7 jours à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral n° 2013 DCSE IC 118 du 18 novembre 2013 qui stipule que :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 2 (Cf. repérage du rejet à l'article 4.3.5.)

Paramètres	Concentrations maximales (mg/l)
MES	30
DBO <sub>5</sub>	30
DCO	125
Hydrocarbures totaux	5
Métaux totaux	15
Chrome hexavalent	0,1
Plomb	0,5
Indice phénols	0,3
Cyanures totaux	0,1
AOX	5
Arsenic	0,1

Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

## **ARTICLE 2 : SANCTIONS**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de la Société VALOMETAL, les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

## **ARTICLE 3 : FRAIS**

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **Article 4 : Informations des tiers (art. R 512-39 du Code de l'Environnement)**

Une copie du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles la société DRM est soumise, est déposée et consultable en mairie de TRILPORT qui procédera également à son affichage pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du Maire à la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France - Unité territoriale de Seine-et-Marne.

## **Article 5 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré devant le Tribunal Administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 MELUN, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même Code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

## **ARTICLE 6 : Dispositions exécutoires**

- le Secrétaire général de la Préfecture,
- le Sous-Préfet de MEAUX,
- le Maire de TRILPORT,
- le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,
- le Chef de l'unité territoriale de la direction régionale et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société VALOMETAL, sous pli recommandé avec avis de réception.

### **Pour ampliation**

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur empêché,  
L'Adjoint au chef de l'Unité Territoriale  
de Seine-et-Marne,

  
Bruno VERHAEGHE

Fait à Melun, le 28 janvier 2016

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur empêché,  
L'Adjoint au chef de l'Unité Territoriale  
de Seine et Marne

*Signé*

Bruno VERHAEGHE

**DESTINATAIRES :**

- La société VALOMETAL
- Le Maire de TRILPORT
- Le Sous-Préfet de MEAUX
- Le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE)
- Le Préfet de Seine-et-Marne (SIDPC)
- Le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours
- Le Directeur Départemental des Territoires (SEPR)
- Le Délégué territorial de l'Agence Régionale de Santé
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Énergie et de l'Environnement d'Île-de-France à Paris
- Le Chef de l'unité territoriale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'Énergie et de l'Environnement d'Île-de-France à Savigny-le-Temple